

Historical Papers

La succession de Cartier, 1873-1891

Andrée Désilets

Calgary 1968

Volume 3, numéro 1, 1968

URI : id.erudit.org/iderudit/030688ar

DOI : [10.7202/030688ar](https://doi.org/10.7202/030688ar)

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

The Canadian Historical Association/La Société historique du Canada

ISSN 0068-8878 (imprimé)
1712-9109 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Désilets, A. (1968). La succession de Cartier, 1873-1891. *Historical Papers*, 3(1), 49–64. doi:10.7202/030688ar

All rights reserved © The Canadian Historical Association/La Société historique du Canada, 1968

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne. [<https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>]



Cet article est diffusé et préservé par Érudit.

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche. www.erudit.org

LA SUCCESSION DE CARTIER, 1873-1891

ANDRÉE DÉSILETS

Collège Marguerite-Bourgeoys, Montréal

Le 20 mai 1873, George-Étienne Cartier meurt en Angleterre. La nouvelle de cette mort soulève une forte émotion dans le Canada politique comme dans la province de Québec. Avec John A. Macdonald et quelques autres hommes de sa trempe, Cartier a écrit les dernières pages de l'histoire politique du Canada-Uni. Il a pris une part marquante dans la préparation de la Confédération canadienne et, après 1867, il a participé de très près à la vie du Canada. Comme premier lieutenant de Macdonald et leader du parti conservateur québécois, il a fait tous ses efforts pour donner de l'élan et du poids au jeune État canadien, mais il a dû faire face, pendant six ans, à des situations difficiles. Avec les autres Pères de la Confédération, il a pris vite conscience que la Confédération, c'était un défi lancé aux ambitions propres et tenaces qu'entretenait chacune des colonies, en dépit de quelques intérêts économiques communs. Au plan national, Cartier s'est heurté à des problèmes graves à l'occasion de la formation du premier ministère fédéral, de la distribution des honneurs royaux au lendemain de la Confédération, du mouvement sécessionniste en Nouvelle-Écosse, de l'achat des territoires du Nord-Ouest, de la rébellion des Métis, de l'amnistie en faveur des rebelles, du règlement de la question des Écoles du Nouveau-Brunswick, etc. Dans la province de Québec, Cartier et ses partisans ont vu leur prestige entamé par la naissance d'idéologies politiques nouvelles qui ont affaibli le parti conservateur et divisé contre eux-mêmes les différents groupes de la société québécoise. Sur un plan plus personnel, Cartier a vécu des heures particulièrement dures aux élections de 1872. L'opposition venait de faire peau neuve dans la province de Québec. Sans surprise, mais non sans inquiétude, les conservateurs avaient alors assisté à la transfiguration des *rouges* en *nationaux*. Faute de thème assez puissant pour rallier les conservateurs mécontents et les libéraux non *rouges*, le parti national n'eut pas de succès aux élections de 1872. Mais, grâce à l'appui des ultramontains et du *Nouveau-Monde*, son chef, Louis-Amable Jetté, réussit à vaincre Cartier dans Montréal-Est. Certes, cette défaite n'était pas irréparable. Deux semaines plus tard, Cartier recevait le mandat de Provencher à la Chambre des communes du Canada, mais le parti conservateur faisait figure de parti décapité.

C'est donc après avoir vécu des années difficiles que Cartier meurt en Angleterre. Dans une mort un peu dramatique, parce que

prématurée, il retrouve le prestige personnel qu'on lui avait discuté pendant ses derniers mois de vie politique. Mais il n'en va pas de même du parti conservateur, et la succession de Cartier de 1873 à 1891 sera un fardeau lourd à porter. Les idéologies politiques nouvelles, les événements nationaux et provinciaux ainsi que la rivalité des hommes conduiront peu à peu le parti aux années de crise de 1891-1896 et à l'inévitable défaite de 1896. Tel est le sujet de la présente étude, ordonnée autour des dates qui marquent les principales étapes de la succession de Cartier, de 1873 à 1891.

Le parti que laisse Cartier en 1873 est un parti considérablement affaibli. Il n'est pas sorti indemne de sa lutte contre les mouvements politiques des dernières années : l'indépendantisme de Galt et de Huntington, qui a eu bon nombre d'adeptes dans la province de Québec à cause de la crise économique qui y sévissait; l'annexionnisme des *rouges* que, dans sa retraite de Montebello, Papineau stimulait avec une inlassable ardeur; la formation, en 1871, d'un « tiers-parti » par le *Courrier de Saint-Hyacinthe* et une douzaine de députés de l'Assemblée législative, ce qui mettait en péril le gouvernement conservateur québécois à la veille des élections provinciales; le lancement du *Programme catholique* qui divisait l'Église catholique romaine et le parti conservateur contre eux-mêmes aux élections de 1871 et de 1872. Pendant ses dernières années de vie politique, Cartier a vu naître un début d'autonomie dans l'aile québécoise de son parti. Il a vu croître l'hostilité des ministres provinciaux qui, loin de l'attribuer à leur propre faiblesse, dénonçaient l'intrusion d'Ottawa dans les affaires locales. Cartier a vu apparaître chez ses partisans québécois un provincialisme qui s'opposait à la tendance centralisatrice du gouvernement fédéral. Il a vu monter un sentiment de frustration chez ses partisans comme dans l'ensemble du peuple. Ce sentiment s'exprimait dans un nationalisme jaloux et une antipathie croissante pour Ottawa qui ne trouvait pas de dérivatif à la crise économique et à la plus sérieuse de ses conséquences : l'émigration massive des Canadiens français vers les États-Unis. Dans la province de Québec, l'opposition à la politique continentale et nationale, comme à la construction du chemin de fer qui était la principale condition de cette politique, se faisait très forte vers 1871. Les hommes d'État d'Ottawa devaient avouer que le sort du *Pacifique* et celui de la Confédération *usque ad mare* étaient entre les mains du Québec. Au moment de la rébellion du Nord-Ouest, Cartier a dû encore lutter contre un sentiment prométis qui dressait le nationalisme québécois contre Ottawa et ses ministres canadiens-français, les porte-parole de la race devant le gouvernement fédéral.

Le parti conservateur manque donc de vigueur en 1873, au moment de la mort de Cartier. Et le rédacteur de *L'Événement* a un

peu raison de penser qu'il ne survivra pas à la mort de son chef¹. Cette faiblesse interne du parti est d'autant plus grave que l'opposition libérale a affermi sa position en se dissociant officiellement du *rougisme*. La formation du parti national a marqué, en effet, un temps fort de l'histoire politique de la province de Québec. Par cette initiative, le libéralisme canadien a affirmé qu'il était autre chose que le libéralisme nationaliste, né de la Révolution française et tributaire des principes de Voltaire et de Rousseau. Ce fut donc le début de la longue marche vers la totale réhabilitation dans la province de Québec. Les conservateurs devraient désormais affronter un véritable parti de l'opposition. Le choix de Langevin, comme successeur de Cartier, ne va pas réparer la situation.

Par son passé politique, Langevin s'impose aux partisans conservateurs comme le successeur légitime de Cartier. C'est à vingt ans que Langevin a ouvert officiellement sa carrière politique en assumant la rédaction des *Mélanges religieux*. Le jeune homme y a soutenu la politique réformiste-moderée que conduisait alors LaFontaine et que professait son maître en droit, Augustin-Norbert Morin. Quand le ministère LaFontaine-Baldwin dut faire face à Papineau, Langevin a fait la guerre au chef annexionniste, au journal *l'Avenir* dont Papineau était l'âme, et aux tendances générales d'une époque qui fut, plus que toute autre, l'ère des révolutions. Langevin a ensuite pratiqué le droit pendant quelques années à Montréal, puis à Québec. Il a écrit une étude sur le Canada politique, économique et social : *LE CANADA*; il s'est mêlé au monde des affaires, surtout comme secrétaire de la Compagnie du chemin de fer de la rive nord. Il a été maire de Québec de 1857 à 1860, au moment où cette ville commençait à ressentir les effets de la crise économique. Puis il a opté pour la politique nationale, et le politique a alors recueilli à son profit les expériences du polémiste, du publiciste, de l'avocat, de l'homme d'affaires et du maire de la cité de Québec. Au début de sa longue carrière politique, Langevin a montré de fortes tendances libérales et il s'est tenu dans la gauche du parti libéral-conservateur. Mais, préoccupé de survivre, le jeune politique a jugé bon de se rapprocher du conservatisme jusqu'à l'adhésion sans réticence. Aussi a-t-il été nommé, en 1864, membre du Conseil exécutif et solliciteur du gouvernement Taché-Macdonald. C'est ainsi que Langevin a pris rang parmi les Pères de la Confédération, participant aux conférences de Charlottetown, de Québec et de Londres. Avec un nationalisme sain, logique, généreux et justifiable, il a adhéré au mouvement fédéraliste. Au besoin, il en a prouvé la nécessité et défendu les principes. Il devint ensuite artisan du Canada, faisant large sa part

¹ *L'Événement*, dans *La Minerve*, 23 mai 1873.

afin d'édifier une nation sur le compromis de 1867. Dans le premier ministère de la Confédération, Langevin ne fut que secrétaire d'État. Mais, à la fin de 1869, Macdonald le nomma au ministère des Travaux publics, auquel le destinaient déjà ses dispositions naturelles, sa grande puissance de travail, son expérience au conseil de ville de Québec et particulièrement au département de l'Aqueduc. Macdonald et Cartier ne se sont pas repentis d'avoir confié un ministère de grande importance à un homme qui manifestait une forte activité, depuis la Confédération, au service de la politique canadienne et du parti conservateur. Macdonald l'écrivait à Lord Monck en 1872 :

By the way he [Langevin] has immensely improved since you left Canada. He has turned out to be a first rate administrator, prompt, decided and of good judgement. He is the best minister of Public Works that I have ever seen in Canada.²

Si le passé politique et la ferveur du chef suffisaient pour maintenir la discipline d'un parti ou, au besoin, la remettre à l'honneur, Langevin serait donc digne de la succession qu'on lui remet en juin 1873. Mais il faut au chef d'un parti politique des dons très nets que Langevin n'a pas. C'est ce qu'exprime fort justement Alphonse Desjardins à Rodrigue Masson, au moment où Langevin prend en main les rênes du parti conservateur : « Vous le savez bien mieux que moi, M. Langevin a pu être un second de grand mérite mais il n'a rien de ce qu'il faut pour faire un chef³. » Mais, en 1873, Langevin est encore le meilleur candidat à la succession de Cartier. Macdonald l'a reconnu. Il le reconnaît encore dans une lettre confidentielle à son vieil ami et collègue John Rose :

Langevin has been selected by the French Canadians as their leader in succession, it is the best choice they could have made.

You have no idea how much Langevin has improved in every way. He is a first rate administrator and gets on very well with his Parliamentary supporters.⁴

Galt en donne un témoignage dans ce mot qu'il écrit à Langevin, au lendemain de la mort de Cartier :

Many grave responsibilities have been devolved on you, but I have very great confidence you will be a worthy successor to our old friend and colleague.⁵

Il est vrai que quelques Canadiens français jouissent d'une certaine considération dans le parti conservateur. Mais rien ne doit changer

² J. A. Macdonald à Lord Monck, 11 octobre 1872, Archives Publiques du Canada (APC), Fonds Macdonald, M. G. 26, A 1 (e), vol. 521.

³ A. Desjardins à R. Masson, 23 mai 1873, Archives Henri Masson (AHM), Montréal.

⁴ J. A. Macdonald à J. Rose, 23 juin 1873, APC, Fonds Macdonald, M. G. 26, A 1 (e), vol. 523.

⁵ A. T. Galt à H. Langevin, 21 mai 1873, Archives de la Province de Québec (APQ), Collection Chapais (CC), Fonds Hector Langevin (FHL) 12.

trop brusquement au pays du Québec. Le parti qui accueille Langevin est encore tout au regret de la perte qu'il vient de faire. A l'homme nouveau, qui signifierait une certaine brisure avec un passé politique bien enraciné, le traditionalisme des conservateurs préfère celui qui offre la plus grande chance d'une continuité. Or, des membres de la vieille équipe conservatrice de la fin de l'Union, il ne reste que Joseph Cauchon, qui a été un des plus ardents champions du parti conservateur et qui est encore plein de vigueur et d'ambitions. En 1872, Cauchon remue ciel et terre pour obtenir ou la succession de Sir Narcisse comme lieutenant-gouverneur de la province de Québec, ou celle de Sir George comme chef du parti conservateur⁶. Mais Cauchon n'obtient ni l'une ni l'autre, car personne ne veut de lui⁷. Cette double déception de Cauchon engendre le *cauchonisme* qui, dès 1873, rend encore plus difficile le leadership de Langevin et affaiblit considérablement l'aile québécoise du parti conservateur. On sait que Cauchon, après s'être allié tacitement à l'opposition, deviendra ministre du gouvernement libéral de Mackenzie et l'un des plus sérieux adversaires de Langevin.

Le successeur de Cartier n'a donc pas la personnalité pour corriger la situation où se trouve le parti conservateur au moment de la mort de Cartier. Et les divisions internes ainsi que les événements de 1873 ne l'y aideront pas.

Ce sont les partisans du *Programme catholique* qui d'abord causent de profondes inquiétudes à Langevin. Malgré de fortes pressions, celui-ci n'a pas adhéré au *Programme*. Les ultramontains acceptent donc son accession à la direction des affaires politiques de la province comme un événement très fâcheux. Ils espèrent que l'école de Cartier « aura bientôt fait son temps » et que la partie bas-canadienne du nouveau ministère fédéral, formée par Langevin, « ne sera jamais considérée que comme une organisation transitoire⁸ ». Avec l'appui du *Nouveau-Monde*, les ultramontains forment une droite active et énergique dont Langevin s'inquiète avec raison. Surtout qu'il constate que d'autres groupes dissidents se démasquent dans le parti, une fois Cartier disparu. En septembre 1872, un ami avait jugé bon de prévenir Langevin des difficultés qui l'attendaient : « Attendez-vous à prendre une succession où tout est à refaire : les amis, les influences, la passion du parti⁹. » En effet, la désorganisation du parti s'avère à peu près générale dans la province de Québec. Les conservateurs de langue anglaise ont perdu intérêt à la politique :

⁶ H. Langevin à J. A. Macdonald, 28 novembre 1873, APC, Fonds Macdonald, M. G. 26, A 1 (b), vol. 226.

⁷ *Loc. cit.*

⁸ A. Desjardins à R. Masson, 23 mai 1873, AHM.

⁹ A. Dansereau à H. Langevin, 7 septembre 1872, APQ, CC, FHL 10.

The British element — rather the Tory Rump — are drinking deep the cup of humiliation. They are without influence and without hope. They followed the Dunkins, Galts, Roses and Popes, and in the slough into which they were led, they are now immersed to the lips, and their complete disappearance is only a question of time.¹⁰

Par traditionalisme ou par crainte de compromettre la Confédération en intégrant trop intimement au parti fédéraliste des hommes nouveaux, le parti conservateur manque d'« amis » canadiens-français en 1873. Il manque d'avenir aussi, en ce sens que les « vieux » ont négligé la jeunesse. A travers la province, enfin, les conservateurs ne sont plus animés de cette « passion » qui unifiait les fédéralistes de 1867. Il y a une forte baisse de l'esprit de parti, généralement attribuable à « une fausse distribution du patronage¹¹ ».

Voilà donc Langevin réduit à diriger un parti qui s'effrite de façon inquiétante. La droite ultramontaine s'est déclarée hostile aux conservateurs modérés de l'école de Cartier, tandis qu'une gauche s'est formée rassemblant la jeunesse, celle de Montréal du moins, avec ses promesses d'avenir. Elle porte donc en germe l'antagonisme régional Montréal-Québec auquel Langevin sera bientôt en butte.

Les événements fédéraux de l'année 1873 ne remédient pas à la situation précaire où se trouve le parti. Le gouvernement de Sir John est sorti très affaibli des dernières élections : en Ontario, les *grits* ont gagné du terrain en exploitant contre le gouvernement les malentendus du Nord-Ouest et le traité de Washington; dans le Québec, c'est le parti national qui a enlevé des forces au parti ministériel. En Chambre, on remet sur le tapis la question des Écoles du Nouveau-Brunswick. Dans le débat, Langevin maintient une position antiultramontaine et s'aliène ainsi plus d'une sympathie politique. Dans l'Ouest, la question du Manitoba fait pendant à la question des Écoles du Nouveau-Brunswick. Et le Parlement fédéral est saisi de nouveau de la question de l'amnistie en même temps qu'éclate le scandale du *Pacifique*. Il est sûr que rien n'est édifiant dans cette page de l'histoire politique du Canada. Ni le fait qui provoque le scandale, ni la façon dont l'opposition mène le jeu. Même si, dans cet événement, le parti conservateur est victime d'un système politique et que, selon Langevin, c'est la conduite de la section québécoise du parti qui paraît la moins déshonorante¹², l'aile québécoise du parti conservateur subit la crise. Le successeur de Cartier peut déjà saisir l'ampleur du mal que lui ont fait les derniers événements politiques et la division interne de l'aile québécoise du parti. En

¹⁰ S. J. Watson à A. Mackenzie, 24 juin 1872, Archives de l'Université Queen's (AUQ).

¹¹ A. Dansereau à H. Langevin, 7 septembre 1872, APQ, CC, FHL 10.

¹² H. Langevin à Edm. Langevin, 10 novembre 1873, APQ, CC, FHL 3.

effet, au lendemain du scandale du *Pacifique*, le parti de Cartier a, pour le diriger, un roi sans royaume. Aux élections de 1874, Langevin ne trouve pas de circonscription électorale où poser sa candidature. Aux termes de la loi concernant le double mandat, il pourrait rester à l'Assemblée législative de Québec. Mais avec la mentalité des politiques du XIX^e siècle, qui sont loin de vouloir établir à Québec le gouvernement national des Canadiens français, Langevin affirme qu'il n'a pas l'intention de se contenter d'un mandat au gouvernement de Québec¹³.

Sans renoncer à la succession de Cartier, Langevin laisse donc à Masson la direction de la délégation parlementaire d'Ottawa pendant son absence du Parlement. En 1876, Masson est dans la force de l'âge. Il est avocat. Comme il a fait une partie de ses études aux États-Unis, il s'exprime aussi bien en anglais qu'en français. La formation qu'il a reçue chez les Jésuites l'a suffisamment marqué pour qu'il ait un commerce facile avec les ultramontains, sans être un des leurs, avant 1883. A la fin de sa longue et riche carrière politique, Masson avouera qu'il n'avait, en 1867, « ni l'expérience, ni les connaissances suffisantes » pour juger de la nécessité de la Confédération, mais qu'il avait accepté « franchement et de bon cœur » la nouvelle constitution, bien décidé à contribuer, selon ses capacités, à son succès¹⁴. Officiellement, Masson est un conservateur de l'aile modérée. Mais, depuis son entrée au Parlement, en 1867, il s'est montré plutôt indépendant. En 1876, Masson est las des divisions politiques qui paralysent la vie nationale. Il verrait donc avec bonheur l'union des libéraux et des conservateurs modérés de la province de Québec, de tous ceux qui ont en commun certains principes même si des préjugés, des passions ou des intérêts particuliers les ont jusque-là enfermés dans les cadres de deux partis politiques adverses. Très attaché au vieux parti de Cartier et engagé, depuis la Confédération, dans la lutte à outrance contre le parti libéral, Langevin ne veut pas entendre parler d'union et (surtout pas !) de nouveau parti. Il donne donc un coup de barre décisif vers la droite ultramontaine en signant une alliance avec Tarte, le rédacteur du *Canadien*. Pour sauver sa peau et celle du parti de Cartier, dont il est encore le chef malgré son absence du Parlement, Langevin a donc opté pour la sclérose du parti conservateur québécois et sa direction ne pourra pas ne pas s'en ressentir profondément.

Mais Langevin réussit à reparaître sur la scène politique. Il occupe un siège dans la gauche parlementaire pendant les trois

¹³ H. Langevin, *Notes intimes*, 34 [152]s.

¹⁴ R. Masson à L.-O. David, 6 septembre 1894, AHM.

dernières années du gouvernement libéral de Mackenzie. Il reprend alors en main le leadership du parti conservateur, auquel il n'a pas voulu renoncer. Mais les événements postérieurs prouvent que son absence du Parlement et les aléas de sa célèbre élection à Charlevoix ont fortement ébranlé sa position dans le parti. Après son éclatante victoire de 1878, Macdonald forme son ministère. Il y a alors un courant très fort pour écarter Langevin de la nouvelle administration. Les causes varient avec les milieux. A Québec, c'est Adolphe Caron qui convoite le portefeuille destiné au district. Caron rallie à sa cause une importante partie de la jeunesse conservatrice qui souhaite la fin de la dynastie de Cartier. Mais la grande majorité des conservateurs du district de Québec restent fidèles au successeur de Cartier. Si Langevin n'est pas un homme populaire, il est encore apprécié pour ses talents, sa haute culture, son habileté, son grand amour du travail, sa ténacité et son expérience. Un petit groupe de conservateurs de Montréal stimulent les ambitions de Caron. Leur espoir, c'est de voir passer le leadership du parti entre les mains d'un homme de leur district, ce qui arriverait inmanquablement si Caron supplantait Langevin. En somme, cet appui que donnent quelques Montréalais à Caron, c'est une nouvelle manifestation de l'antagonisme régional Québec-Montréal. Mais tel n'est pas le sentiment général à Montréal, où Langevin a même l'appui valable de Chapleau. Macdonald navigue très habilement au milieu de toutes les petites intrigues et nomme Langevin au ministère, disant de lui à John Abbott : « Langevin does not enjoy the confidence of his countrymen, very unjustly, I think, as he is the ablest of them ¹⁵. » Le calme qui suit immédiatement le retour de Langevin ne dure pas. Une nouvelle crise politique bouleverse la vie du successeur de Cartier.

En 1879, le gouvernement est appelé à régler la célèbre affaire Letellier. Les conservateurs, qui ont promis au peuple la destitution du lieutenant-gouverneur Letellier, si Macdonald remontait au pouvoir, ne tardent pas à réclamer justice à Ottawa où l'on retarde à agir. Dès l'ouverture de la session du Parlement fédéral, le zèle intempestif d'un groupe de députés québécois, sous la direction de Mousseau, risque de renverser la nouvelle administration conservatrice. Langevin fait alors deux interventions décisives. Il se montre fin diplomate au Canada d'abord, en réussissant à faire prendre patience aux conservateurs de la province de Québec et en trouvant le moyen de sortir de l'impasse Sir John et le parti conservateur. En Angleterre, où il est délégué par le gouvernement canadien, il manifeste beaucoup de persévérance dans la difficile mission qu'il a à remplir auprès des

¹⁵ J. A. Macdonald à J. J. C. Abbott, 23 juillet 1879, dans J. Pope, *Correspondence of John A. Macdonald*, 285.

autorités impériales. Le dénouement de l'affaire Letellier conformément aux vœux des conservateurs québécois réhabilite Langevin dans l'opinion de tous ses partisans de la province. En 1879, il redevient à leurs yeux le lieutenant de Macdonald, comme en 1873, alors qu'il recueillait la succession de Cartier. Surtout que Masson qui est alors son unique rival à la succession de Cartier, sort complètement épuisé de cette longue affaire. Masson a toujours eu une très mauvaise santé. Il souffre de maux de tête presque continuels et il a souvent le spleen, ce qu'il appelle en termes poétiques « son diable bleu ¹⁶. » Quand il apprend la décision des autorités impériales, Masson écrit en confidence à son grand ami Desjardins : « J'espère que nos amis verront que nous avons fait pour le mieux, mais ce sera trop tard, pour moi du moins, le mal est fait ¹⁷. » Quatre mois plus tard, Masson remet sa démission entre les mains de Sir John. Langevin sait que son leadership est ainsi sauvé, comme il l'affirme dans ses *Notes intimes* :

[...] depuis lors la position que mes amis Bas Canadiens [sic] m'avaient reconnue en 1873 comme le successeur de Sir George-E. Cartier et leader du parti conservateur de la Province de Québec est reconnue de nouveau ouvertement, et sans courir le risque d'offenser M. Masson qui avait des prétentions à cette position ¹⁸.

La crise Letellier a donc éliminé le seul rival vraiment sérieux de Langevin, car Baby, Caron et Mousseau sont ou seront titulaires de portefeuilles, mais s'ils ont les qualités d'un ministre, ils n'ont pas l'étoffe d'un chef de parti. À l'égard de Chapleau, il convient d'être plus nuancé et plus prudent, car c'est lui qui pourrait supplanter Langevin. Il y a plusieurs années déjà que Chapleau s'est signalé aux chefs conservateurs comme l'homme de l'avenir pour la région de Montréal. Il est très riche de talent, d'esprit de travail, d'ambition, d'indépendance et de sens social. Tour à tour cupide et généreux, rustaud et artiste, gavroche et grand seigneur, par sa franchise et sa spontanéité, Chapleau s'attire l'intérêt, l'admiration et l'estime de tous. Il connaît surtout l'art de rendre ses désirs désirables. Mais, quand son pouvoir de suggestion et de persuasion le trompent, Chapleau lance des ultimatums. Pour éviter une guerre intestine, tous les chefs politiques doivent, tôt ou tard, se rendre aux sommations plus ou moins courtoises de Chapleau. En 1879, Chapleau peut tirer vanité de son passé politique. Depuis dix ans, il participe de façon habile et heureuse à tous les événements politiques. Son prestige croît sans cesse. Et il sort de la crise Letellier plein de gloire et de force. Mais sa présence est encore indispensable à Québec où les

¹⁶ R. Masson à A. Taché, 22 janvier 1876, AHM.

¹⁷ Le même à A. Desjardins, 9 juillet 1879, AHM.

¹⁸ H. Langevin, *Notes intimes* [203].

conservateurs ont l'espoir de reprendre très vite le pouvoir, une fois Letellier destitué. Il faudra alors un nouveau chef, car les Canadiens anglais et protestants ne veulent plus servir le parti sous de Boucherville. A Québec, il faut donc un homme sympathique à tous, qui puisse manœuvrer avec une extrême finesse et beaucoup de détermination pour vaincre l'amertume des conservateurs canadiens-anglais et protestants et redonner au parti l'unité que les événements des dernières années ont compromise. Telle est l'œuvre que Chapleau doit accomplir avant de passer à Ottawa. Après 1879, aucun ministre canadien-français ne dispute donc à Langevin une fonction et un titre qu'il a reçus en héritage de Cartier et dont il tire honneur après les avoir appréhendés. A l'heure où la *Politique nationale* tend à redonner au parti conservateur son autorité et son prestige à travers le pays, la figure de Langevin prend beaucoup de relief dans la province de Québec. Quoique moins forte et moins lumineuse, elle rappelle et reflète pourtant, et pour la première fois, la figure de George-Étienne Cartier. Entre 1880 et 1883, Langevin exerce librement son leadership. L'atmosphère est au calme à Ottawa. C'est la bonne humeur générale dans le pays, grâce aux heureux effets de la *Politique nationale* du gouvernement conservateur. Aux élections fédérales de 1882, Langevin est élu par acclamation aux Trois-Rivières. Dans les deux camps politiques, l'opinion générale est que toute lutte contre le successeur de Cartier serait non seulement inutile, mais insensée.

Mais voilà qu'à la veille de 1883, la division se met dans le parti conservateur de la province pour des raisons de natures diverses. Chapleau pratique une politique antiultramontaine, opportuniste, faible, dépendante de Sir John et de la politique continentale. C'est la vente du chemin de fer du Nord qui consomme la division dans le parti conservateur québécois. Il se forme alors un clan d'hommes qu'on appellera les *castors* et qui s'opposent aux *sénécalistes*, dont Chapleau est le chef. Après être resté à Québec pour y refaire la position du parti conservateur, Chapleau voit donc son autorité tout à fait compromise. Dans une lettre à Langevin, Tarte affirme alors : « Chapleau est mort. Ayez de la détermination, laissez-nous le tuer. Je sais que vous comprenez cela, mais il s'agit de convaincre Mc de ne faire que le strict nécessaire¹⁹. » Mais Langevin et Macdonald ont les mains liées envers Chapleau, et par plus d'un lien. Il y a plusieurs années déjà que le premier ministre du Québec attend l'heure de la promotion que représente, pour un politique du XIX^e siècle, le passage de Québec à Ottawa. Mais, trois fois de suite, Chapleau a sacrifié son avancement personnel à l'affermissement du

¹⁹ J. I. Tarte à H. Langevin, 17 mars [1882], APQ, CC, FHL 13.

régime conservateur de la province. Chaque fois, il a pris soin de claironner son sacrifice à Ottawa, acquérant, chaque fois, de nouveaux titres à la faveur de Macdonald et de Langevin. Et s'il est maintenant tout à fait compromis à Québec, c'est, en bonne part, qu'il y a fait le jeu ferroviaire d'Ottawa. De plus, aux élections fédérales de 1882, le travail et le magnétisme personnel de Chapleau et l'or que son ami Sénécal versa à profusion dans la caisse du parti conservateur, comptèrent pour beaucoup dans la victoire éclatante de Langevin. A Ottawa, on ne peut le méconnaître. Le 31 juillet 1882, les chefs du parti appellent donc Chapleau au ministère fédéral, comme secrétaire d'État. Mousseau, qui était dépositaire de ce portefeuille depuis 1880, devient premier ministre de la province de Québec. Le passage de Chapleau à Ottawa marque la fin du prestige et de la paix dont Langevin jouissait dans le parti depuis le dénouement de l'affaire Letellier. Chapleau se présente comme un rival, et un dangereux rival : il arrive à Ottawa riche de son éblouissante personnalité, de ses exceptionnels dons oratoires et de ses glorieux sacrifices pour le parti. Surtout, il arrive chargé des prétentions et des ambitions de la région de Montréal. Il n'y a pas à s'y tromper, la rivalité Chapleau-Langevin, ce sera surtout la concrétisation de l'antagonisme régional Montréal-Québec dans sa phase la plus aiguë. Depuis quelque temps déjà, Langevin appréhendait donc l'entrée de Chapleau au gouvernement fédéral. Malgré sa vieille et profonde antipathie pour Langevin, l'ultramontain Desjardins ne semblait pas exagérer les appréhensions du chef conservateur quand il écrivait en 1881 :

Il [Langevin] craint que le gouvernement local se trouvant assez fort, laisse partir Chapleau pour Ottawa. Il sent bien qu'alors il n'y aurait plus de repos pour lui dans la possession du titre de chef²⁰.

Les premiers mois que Langevin et Chapleau vivent en commun au gouvernement fédéral sont assez heureux. D'autant plus que Chapleau séjourne longuement en Europe afin d'y refaire sa santé tout en s'éloignant des difficultés qui accompagnent la formation du ministère Mousseau, difficultés dont on le rend responsable. En septembre 1883, Galt, qui a toujours eu non seulement l'art de s'attirer les confidences mais le coup d'œil juste et profond, rassure confidentiellement Langevin sur le bon état de son leadership: « [. . .] you are the Quebec leader of French & English²¹. »

Mais à Québec, l'atmosphère devient de plus en plus lourde. Les *castors*, ennemis de Chapleau, ont mis tout en œuvre pour ruiner l'autorité de Mousseau. A l'automne de 1883, la situation du premier

²⁰ A. Desjardins à R. Masson, 23 novembre 1881, AHM.

²¹ A. T. Galt à H. Langevin, 22 septembre 1883, APQ, CC, FHL 12.

ministre devient intenable. Il n'y a qu'une façon de sauver le parti conservateur : opérer un rapprochement définitif entre les *sénécalistes* et les *castors*. Plus d'une fois pendant son règne à Québec, Chapleau a manifesté un vif attrait pour une coalition avec le parti libéral. On sait que sa carrière se terminera, en fait, sur une entente tacite avec Laurier. Mais remarquons que Chapleau fait ici cause commune avec Macdonald, Langevin, Masson, Ross, Trudel, Desjardins, etc. Il ne préconise pas, selon ses principes, l'union de la gauche conservatrice au parti libéral, mais l'union des deux factions du parti conservateur provincial. Aussi est-ce à ce moment décisif de l'histoire du parti conservateur que Chapleau supplante Langevin, sinon nominalement, du moins effectivement, au leadership du parti. Tout en admettant que, une fois servi par les événements, Chapleau ne se refuse pas à un calcul de gain et de perte, nous n'hésitons pas à affirmer que ce sont les circonstances plus que les machinations de Chapleau qui amènent l'éclipse de Langevin en 1883.

Depuis que les castors « rongent » la politique provinciale et que la guerre sourde des ultramontains contre l'aile modérée du parti conservateur s'est transformée en guerre ouverte, Langevin n'a pas cru sage de préciser sa position. Très prudent, diplomate-né, secondaire volontiers tendu vers l'avenir, mal à son aise dans ses fonctions de chef, il a espéré que, de lui-même, le temps opérerait la réconciliation des conservateurs provinciaux, de sorte qu'il n'aurait pas à se compromettre. Officiellement, il n'est donc ni pour les *castors*, ni pour les *sénécalistes*. En conséquence, le rôle qu'il est appelé à jouer dans le rapprochement des deux ailes du parti n'est que secondaire, pour ne pas dire nul. C'est Chapleau qui décide Mousseau à la retraite, car le premier ministre s'accrochait au pouvoir. C'est encore Chapleau qui négocie avec Masson, l'homme de confiance des *castors*, l'union des conservateurs de la province et assure, par elle, la régénération du parti. Bien qu'il ne croie pas que John Jones Ross soit l'homme de l'heure, Chapleau se rallie néanmoins à Masson qui désigne Ross comme premier ministre de la province. A ce moment de crise du conservatisme québécois, Chapleau agit donc dans le seul intérêt du parti. Il n'en sort que plus sûr de lui-même, plus redoutable pour Macdonald et, par conséquent, plus écrasant pour Langevin. Jusque-là, l'antagonisme Langevin-Chapleau n'était qu'une éventualité. Il est devenu une réalité après les événements de 1883, alors que le parti essaie de reprendre haleine à Québec, avec le ministère Ross, formé, selon le désir unanime, d'éléments hétérogènes. C'est cet antagonisme qui accélère la chute politique de Langevin et somme son échec à la succession de Cartier.

La réconciliation des conservateurs québécois semble vouloir porter d'heureux fruits sous l'administration de Ross. Il est vrai que le parti libéral a profité des discordes de ses adversaires pour se consolider. Mais Ross triomphe des attaques des libéraux, que Mercier dirige pourtant en grand orateur et en maître. Mais un vent de nationalisme balaie bientôt la province de Québec. Pour s'en garantir, il faudrait aux ministres canadiens-français d'Ottawa la force que donne l'union. Or l'antagonisme Langevin-Chapleau est une réalité dont on ne peut plus douter. En mars 1884, Masson conseille à Ross de s'adresser directement à Sir John pour le rajustement du subside fédéral, afin d'éviter les désagréments que l'antagonisme Langevin-Chapleau pourrait lui causer. En avril, un groupe de députés fédéraux de la province de Québec envoient une pétition à Macdonald, le suppliant de remanier son cabinet. Ce serait le moyen, pensent-ils, de remédier à la rivalité qui règne au ministère et qui pourrait engendrer une scission dans le parti conservateur, à Ottawa comme à Québec. Aussitôt de retour d'Europe, Chapleau demande l'entière responsabilité politique du district de Montréal. C'est à regret que Langevin accorde cette autonomie à Montréal. Au cœur de la région la plus peuplée, la plus riche et la plus active du Québec, nœud des voies de communication de la province, métropole commerciale, Montréal est déjà d'une supériorité écrasante pour Québec. La tension Langevin-Chapleau, sans cesse croissante, ne permet pas au gouvernement fédéral de maîtriser le nationalisme québécois après l'avènement de Mercier, et le successeur de Cartier, dont la carrière politique est avancée, ne survivra pas à cette guerre que lui feront les *nationaux* québécois.

Sous l'administration de Ross, ce nationalisme s'exprime d'abord par une demande de rajustement du subside fédéral. Or, faut-il le dire, Macdonald, toujours partisan de l'union législative, est très réticent sur la question des *better terms*. Il résiste donc au premier ministre du Québec. Il s'ensuit un fort mécontentement dans la province. Mercier, qui dirige l'opposition depuis 1882, exploite cette insatisfaction générale avec beaucoup d'habileté. Il soulève un magnifique débat au Parlement de Québec, en avril 1884, sur l'esprit de la Confédération et les empiètements législatifs du gouvernement fédéral. Dans sa défense de l'autonomie provinciale, Mercier n'a pas gagné à sa cause le gouvernement Ross, qui est encore trop lié au pouvoir d'Ottawa pour le contrecarrer. Mais le débat sur le statut des provinces, joint au mécontentement qui règne au sujet de la question du subside fédéral, diminue considérablement le prestige des représentants québécois au ministère fédéral. On accuse surtout Langevin, le chef nominal du parti conservateur et le plus ancien des ministres canadiens-français, de manquer d'influence au sein de l'administration

fédérale, de trahir l'esprit de la Confédération et, à force de concessions, de laisser Sir John arriver à ses fins. « Sir Hector a constamment empêché que le fédéral n'aide le provincial²² », dira-t-on de lui au sein du parti conservateur en 1891, contestant ses droits à la succession de Macdonald. Engagé depuis plus de vingt ans dans l'aventure fédérale, Langevin est devenu, en effet, un fervent fédéraliste, animé d'un fort sentiment national. En réalité, il verse de plus en plus dans le fédéralisme, alors que les Canadiens français renaissent, au contraire, à un nationalisme virulent qui rappelle les luttes les plus hautes en couleur de la période pré-fédérative. Langevin ne parle plus tout à fait le même langage qu'un grand nombre de ses partisans. En 1886, le porte-parole des Canadiens français, ce n'est plus le successeur de Cartier, mais le chef du parti national, Honoré Mercier.

Les événements de la deuxième rébellion du Nord-Ouest, qui se terminent par la mort de Riel, ont été racontés à maintes reprises, et par les historiens les plus sérieux. Il semble que tout a été dit sur cette heure tragique de l'histoire du Canada. Devenu alors chef du parti des *pendards*, Langevin perd le peu de panache qui lui restait. L'arrivée des *nationaux* au pouvoir annonce la mort prochaine du parti conservateur provincial. Après l'ère Mercier, que terminera brutalement le scandale de la Baie-des-Chaleurs, les conservateurs reprendront le pouvoir pour une dernière législature. Mais ce sera le chant du cygne du parti conservateur provincial ! Après ce règne peu glorieux, l'aile gauche, sous la direction de Chapleau, s'unira aux libéraux, et cette alliance expliquera, en bonne part, les victoires de Laurier, en 1896, de Marchand, en 1897, et du libéralisme politique au Canada.

Au fédéral, les élections de 1887 sont, sans contredit, les plus pénibles que le parti conservateur ait eu à faire depuis vingt-cinq ans. Langevin en sort victorieux, mais considérablement affaibli, « avec à peine une garde de caporal²³ », note très justement Desjardins. Chapleau a décidément le dessus sur lui. C'est le district de Montréal qui donne la victoire aux conservateurs de la province, et Chapleau en reçoit tout le bénéfice et le prestige. A la veille des élections générales, le rival de Langevin s'est dit insatisfait du semblant de décentralisation opérée dans le parti conservateur depuis son arrivée à Ottawa. Il a exigé que Macdonald proclamât la parfaite autonomie des trois districts électoraux de la province de Québec, autrement il résignait son portefeuille. Entre autres revendications, Chapleau exigeait, pour son district de Montréal, tout le « patro-

²² A. Nantel à un ami anonyme, 13 juin 1891, Archives de l'Archevêché de Rimouski, Boîte des lettres non classées.

²³ A. Desjardins à R. Masson, 10 mars 1887, AHM.

nage », le choix des candidats aux élections et la responsabilité de la caisse électorale. Macdonald, Langevin et Caron se rendirent aux exigences de Chapleau. Avec le morcellement de son royaume politique, ce fut, pour Langevin, un autre coup porté à son influence. Croyons-en son propre témoignage : « [...] les divisions parmi les Conservateurs Bas Canadiens [sic] diminuent nécessairement mon prestige & mon influence dans le Cabinet, dans la Chambre & dans le pays²⁴. » Après les élections, sa position est donc assez peu enviable. Il n'y a qu'une région de la province où l'aile traditionnelle du parti a la majorité, et c'est celle de Chapleau. Trois-Rivières, comme Québec, donne une très forte majorité aux *nationaux*. Quant aux ailes du parti, la droite suit Chapleau, et les seuls ultramontains qui restent fidèles au parti conservateur ne se réclament pas de Langevin, mais de Masson. Chapleau a définitivement supplanté son chef dans le parti de Cartier. Langevin a perdu, sinon nominalement, du moins effectivement, la succession de Cartier. Il ne lui reste plus qu'à mourir, politiquement parlant. L'occasion, c'est le célèbre scandale McGreevy, qui a eu des dessous, auxquels n'ont pas été étrangers Chapleau, maintenant l'ennemi déclaré de Langevin, et Caron, son adversaire dévoré d'ambitions. L'affaire McGreevy permet aux héritiers de Langevin de saisir leur proie. Le successeur de Cartier ne sera jamais premier ministre du Canada, et l'aile québécoise du parti conservateur a à peu près fini sa vie en 1891.

La situation où était le parti de Cartier en 1873, au moment où Langevin en a hérité, permettait de prévoir les difficultés de la succession de Cartier. Les événements politiques et les idéologies nouvelles n'aidèrent pas le successeur de Cartier. Mais, plus que tout fait et que toute doctrine, c'est la rivalité des hommes qui a causé l'insuccès de Langevin à la direction de l'aile québécoise du parti conservateur. Il est difficile de s'expliquer le prestige dont a joui Masson tout au long de sa vie et dont la preuve la plus forte est dans ce paradoxe que, s'étant toujours éloigné de la vie publique, il fut toujours appelé, dans les moments critiques, à y tenir un rôle de premier plan. Autour de Masson, l'unanimité des conservateurs se faisait comme par enchantement. Ce prestige de Masson garde quelque chose de mystérieux. Surtout que, de santé précaire, Masson était sujet, par intermittences, à la dépression. Il supportait donc mal le climat de l'arène politique. Les responsabilités l'écrasaient vite et les difficultés le démoralisaient. Quant à la rivalité Langevin-Chapleau, autant il est facile d'en affirmer l'existence et d'en mesurer les conséquences, autant il est difficile d'en saisir à fond la nature. Pour un temps, nous avons pensé que cet antagonisme résidait tout

²⁴ H. Langevin à Edm. Langevin, 3 mars 1887, APQ, CC, FHL 3.

entier dans le conflit des personnalités, des intérêts régionaux, des tendances politiques et des ambitions personnelles. La peur de perdre le leadership du parti dégénérait en autoritarisme chez Langevin; par contre, pour arriver à ce leadership, Chapleau multipliait les intrigues. Mais les faits postérieurs à 1891 nous déroutent. Alors que Langevin n'est plus au ministère pour contrecarrer les ambitions de ses collègues canadiens-français, Chapleau quitte le gouvernement, déçu de ne pas pouvoir y jouer un rôle à la mesure de son expérience et de son habileté, servant toujours ses intérêts personnels au mépris de ceux de la province et du pays. Langevin, au contraire, se tient « à l'écart » en 1896 parce qu'il croit que, dans la crise que provoque la question des Écoles du Manitoba, c'est Angers qui est indispensable au gouvernement. Nous nous demandons donc si le mot du consul de France à Québec, en 1893, ne décrit pas bien le rival de Langevin : « Chapleau a un autre défaut qui l'a toujours empêché d'arriver à la situation prépondérante à laquelle son talent d'orateur et ses qualités brillantes le désignaient : celui d'être un esprit sans consistance et un caractère mobile ²⁵. » De toute façon, il faut reconnaître à Langevin le mérite d'avoir porté le fardeau de la succession de Cartier pendant presque vingt ans et dans des circonstances particulièrement difficiles.

²⁵ Comte de Turenne au ministre, 22 mars 1893, Archives du Ministère des Affaires Étrangères (AAE), Paris, Correspondance commerciale des consuls, Québec, tome 16, folio 53 verso.